

Sortir du capitalisme

PLAN : I - Le chaos - II. Quid de la baisse tendancielle du taux de profit ? - III. Sortir du chaos

I. Le chaos

Tom Thomas dit dans **Anatomie du chaos** que le capitalisme est englué dans un enchevêtrement de multiples contradictions :

« Le capitalisme sénile enfonce la société capitaliste dans un vaste et profond chaos car chaque fois que ses agents supérieurs tentent de guérir une de ses plaies, de régler un de ses problèmes, de repousser une de ses limites qui bornent sa reproduction, ils ne peuvent qu'en aggraver d'autres ».

Des exemples :

- Relancer les gains de productivité et la croissance par les NTIC ?
 - **« Alors, la quantité de travail productif de plus-value, déjà très insuffisante, diminue encore davantage [...] »**
 - Et **« les besoins des NTIC en électricité et en métaux rares sont une source accrue des émissions de CO2 aggravant le réchauffement climatique, et donc les problèmes écologiques et agricoles, de santé publique, etc. ».**

- Produire des marchandises vertes ?
 - « **Alors les prix de ces marchandises explosent en raison des coûts de production élevés [...]** »
 - Par ailleurs, « **ces problèmes économiques se répercutent [...] en problèmes politiques car l'augmentation des prix suscite l'opposition des consommateurs qui dénoncent alors une "écologie punitive" »**
 - Sans parler de la hausse des prix des métaux rares.
- Promouvoir une agriculture productiviste ?
 - Alors, « **la biodiversité, ce fondement de la vie en général, et de l'agriculture en particulier, s'effondre, engendrant un nouveau facteur de crise économique et politique** ».
- Développer tel ou tel secteur de l'économie ?
 - Alors, « **c'est bien souvent la consommation d'eau qui augmente alors qu'elle manque de plus en plus dans le monde, réchauffement climatique oblige** ». Désaliniser l'eau de mer ? Mais, d'une part, c'est très énergivore, et, d'autre part, le sel extrait de la mer est rejeté dans ...la mer, ce qui resalinise cela même que l'on veut désaliniser !

Bref : contradictions partout, solutions nulle part. « **C'est le chaos mondial !** », dit Thomas.

Il faut bien dire que cette situation calamiteuse n'a rien de vraiment nouveau car c'est l'histoire du capitalisme dans son ensemble qui est un processus aboutissant au chaos.

« **L'histoire du capitalisme, dit Thomas, est un processus au cours duquel les aspects progressistes, résultats d'une formidable poussée scientifique et**

technologique, ont fini par être supplantés par des aspects négatifs [...]».

Les débuts du capitalisme ont été très barbares (commerce des esclaves, génocides coloniaux, travail des enfants, journée de travail de 14 heures et plus, extrême mortalité, misère ouvrière, etc. Cela vaut, malgré certains progrès, jusque dans les premières années du XX^e siècle. La sortie de la grande dépression de 1873-1896 n'est pas franche et nette, et le système va se traîner de crise en crise jusqu'aux années 1930. La critique du libéralisme bat son plein, dont le point haut sera le colloque Lippmann d'août 1938 à Paris¹. Par ailleurs, les progrès économiques de l'URSS pendant toutes les années 1930 impressionnent et inquiètent les bourgeoisies mondiales, tandis que les classes ouvrières, quant à elles, observent ce qui se passe dans ce grand pays avec curiosité ou enthousiasme. L'idée qu'il va falloir que le système mette de l'eau dans son vin fait son chemin. Dès avant la fin de la 2^e Guerre mondiale, les Alliés organisent l'après-Guerre et ce qui sera appelé le « *compromis fordiste* ». Pour la première fois dans l'histoire du capitalisme la répartition du surplus économique va être plus équilibrée.

L'après-Guerre est resté dans toutes les mémoires pour « **[l']élévation du niveau de vie matériel des masses, [la] diminution des horaires de travail, [l']amélioration de la santé publique, de l'alimentation, du niveau d'éducation, des congés payés, etc.** ».

Mais, tout cela n'a pas duré, les taux de profit se sont orientés à la baisse dès les années 1960, et, au tournant des années 1970-1980, nous sommes passés au néolibéralisme et à la mondialisation XXL, c'est-à-dire à une époque d'instabilité foncière.

¹ Cf., sur mon blog dans le site des ADL, les traces vidéo des conférences du 15 décembre 2021 et du 8 novembre 2023.

Dans *Les Échos* du 18 avril 2024, Hélène Rey, professeure d'économie à la *London Business School*, cite une étude de la BCE de 2021 qui recense « ***pas moins de cinquante crises systémiques et quarante-trois épisodes de stress financier depuis les années 1970*** ».

La crise se cristallise autour de la question du travail et elle a en même temps un caractère systémique, à savoir qu'elle met en cause le système dans tous les aspects qu'il comporte (accumulation - production - circulation - consommation - reproduction de la force de travail - mondialisation - etc.), en même temps que le caractère systémique s'exprime/se cristallise dans la question du travail justement, question qui est le fil rouge permettant de relier ce qui se passe dans une sphère à ce qui se passe dans une autre, et dans toutes les autres.

Ce qui confère au travail ce caractère de fil rouge c'est qu'il est intimement lié à la question des rapports de production et du mode de production. La question du travail mène immédiatement à celle de la force de travail, dont le prolétaire est propriétaire, et propriétaire *que* de cette force de travail puisque la propriété de tous les autres moyens de production ainsi que celle des marchandises produites grâce à eux est concentrée dans les mains des capitalistes. On connaît la conséquence : n'étant propriétaires de rien si ce n'est de leur force de travail, les prolétaires sont contraints de vendre celle-ci aux capitalistes pour survivre. Quant à ces derniers, ils font tout pour réduire la part du travail vivant par rapport à celle du travail mort, ce qui, à court et moyen terme, les sort d'affaire si on prend les choses capitaliste par capitaliste, mais est, au contraire, à long terme, générateur d'effets catastrophiques pour le taux de profit moyen, c'est-à-dire global, ou encore social.

Je ne reviens pas sur ces mécanismes, si ce n'est pour dire qu'ils occupent une place centrale dans la compréhension du fonctionnement de la société.

La question du travail est donc centrale. Or, que constate-t-on à cet égard dans le contexte de la révolution numérique ? On constate une évaporation du travail.

Cette évaporation du travail, dit Thomas, « **qui devrait être un grand progrès pour l'humanité, est une calamité pour le capitalisme puisqu'avec [cette évaporation du travail] se tarit aussi la source de la plus-value** », c'est-à-dire de la grande obsession du capitalisme.

On est, en effet passés, dit Thomas, de « **crises de suraccumulation du capital/sous-consommation des masses**² » à des crises « **d'évaporation** » du travail. Cette situation est sans issue. Le chaos, d'ores et déjà généralisé, n'est pas près de s'estomper.

Sauf à ce que le chaos libère des forces qui accoucheront d'un monde nouveau. C'est d'ailleurs comme ça que se sont succédé les divers modes de production et les civilisations. Quel monde ? Nul ne le sait. Nous pouvons, certes, dire que la bifurcation qui s'offre à nous est soit de continuer avec le capitalisme soit d'en finir avec lui, Mais rappelons-nous la forte parole de Marx : nul ne peut lire « **dans les marmites de l'avenir** ».

Mais, cela ne doit pas nous empêcher de nous préparer à alimenter ces marmites et, pour cela, de nous occuper des luttes d'aujourd'hui, à savoir le fascisme qui vient, ici et ailleurs. Disant cela, je ne suis pas en train de changer de sujet. Au contraire, le fascisme est l'une des composantes de la décomposition du système, et s'attaquer au fascisme c'est s'attaquer au système, tout comme s'attaquer au système c'est s'attaquer au fascisme. Je n'en dis pas plus sur ce sujet que j'ai déjà traité avec Robert Charvin, il doit y avoir deux ans, si ce n'est pour rappeler la forte parole de Bertolt Brecht :

² La dernière en date, celle des années 1930, résolue après la 2^e Guerre mondiale avec le fordisme et les Trente Glorieuses.

«Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise».

II. Quid de la baisse tendancielle du taux de profit ?

La loi marxienne de la baisse tendancielle du taux de profit est contestée. Depuis quelques années un économiste marxiste de la City de Londres, Michael Roberts, propose des données à ce sujet ses articles en français sont consultables à cette adresse : <https://www.cadtm.org/Michael-Roberts?lang=fr>).

Comme, à présent, le capitalisme est mondialisé, et ne constitue une "économie fermée" qu'à l'échelle mondiale, le taux de profit d'un seul pays ou de quelques pays ne saurait être pertinent ; ces données doivent être mondiales. Roberts a publié des données qui portent sur le G20 en 2012, 2020 et 2023.

D'autres économistes travaillent sur cette même question : Deepankur Basu, de l'Université du Massachusetts, et Pooya Karambakshs, de l'Université de Sydney.

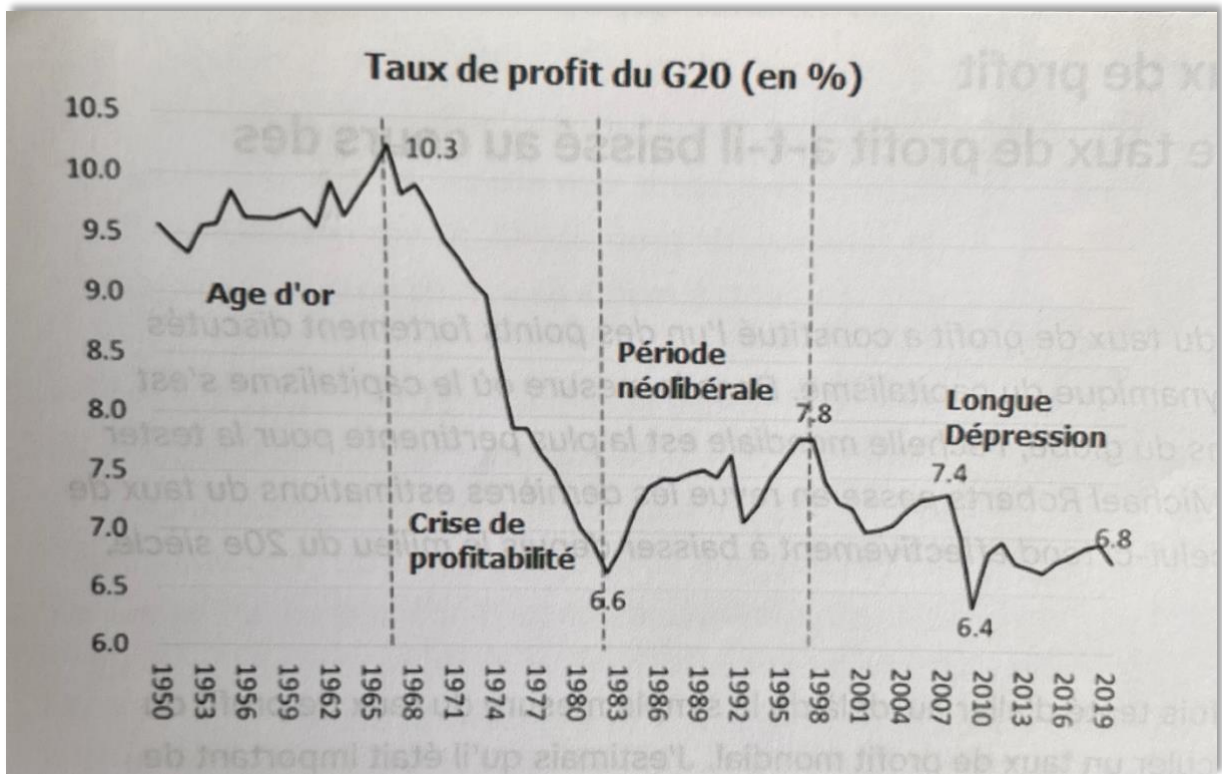
Tous utilisent comme source les *Penn World Tables*, dans différentes versions selon la date de publication de leurs travaux. Les Penn World Tables sont un jeu de données historiques sur le PIB entretenu par les Universités de Californie aux USA et de Groningue aux Pays-Bas.

Tous font le constat que la rentabilité tend à baisser sur le long terme, ce qui – tel Roberts - les conduit à conclure que **« l'expansion capitaliste est transitoire et soumise à des crises de production et d'investissement régulières et récurrentes, [et que] ces crises sont nécessaires pour "purifier" le système du vieux capital et ouvrir une période d'expansion [...] »**.

Tous repèrent, au sein du trend de long terme, les mêmes périodes de hausse et de baisse (cf. graphique infra).

Enfin, la tendance à la baisse est commune à pratiquement tous les pays développés et en voie de développement.

Taux de profit du G20 (%) :



①

En 2020, Roberts divise son graphique en quatre sections :

1. 1950-1966 : l'« âge d'or », au cours duquel la profitabilité était élevée, et même en hausse ;
2. 1966-1982 : la *crise de profitabilité mondiale* ;
3. 1982-1997 : la *période néolibérale*, au cours de laquelle il y a eu une reprise limitée du taux de profit ;
4. 1997-2017 : la *Longue Dépression*, où le taux de profit a chuté, entraînant la *Grande Récession* de 2008-2009, suivie d'une stagnation du taux jusqu'en 2019 ;

②

L'étude de Karambakhsh présente un intérêt spécifique dans la mesure où elle montre que le déclin de la profitabilité est bien dû à la loi marxienne de la baisse tendancielle du taux de profit, à savoir qu'une « *composition organique du capital* » croissante (c'est-à-dire un investissement accru dans la technologie au détriment du travail) pousse à la baisse la profitabilité du capital.

Cette baisse peut être contre-balançée par une hausse du taux de plus-value (taux d'exploitation). Lorsque la COC augmente plus rapidement que le taux de plus-value, le taux de profit diminue. Inversement, si la COC augmente moins vite que le taux de plus-value, le taux de profit augmente.

Voici, à cet égard, l'analyse que l'on peut faire pour les quatre périodes repérées :

1. 1950-1966 : COC et taux de plus-value augmentent de concert, et contribuent à l'augmentation du taux de profit mondial ;
2. 1966-1982 : la COC continue d'augmenter, mais le taux de plus-value est en baisse, ce qui fait baisser le taux de profit ;
3. 1982-1997 : pour la première fois depuis la Libération, la COC diminue légèrement ; comme, par ailleurs, le taux de plus-value augmente, cela fait augmenter le taux de profit, mais sans compenser la baisse de profitabilité de la période précédente ; en fin de compte, c'est seulement au cours de cette période que l'effet de contre-tendance de la hausse de la plus-value domine par rapport à la COC, qui est en baisse ;
4. 1997-2019 : la COC repart à la hausse et le taux de plus-value baisse, ce qui entraîne la baisse du taux de profit.

③

Karambakhsh montre aussi que la plupart des pays de son échantillon présentent la même tendance générale et le même facteur déterminant (COC ou plus-value) que le taux mondial, ce qui lui fait dire que *« bien que la période étudiée ne soit peut-être pas suffisamment longue pour tirer une conclusion définitive sur les cycles, la succession de hausses et de baisses suggère un comportement cyclique avec des cycles de 30-35 ans »*.

④

Y a-t-il des signes de reprise ? Non, dit Karambakhsh. Il y a bien eu un rebond rapide en 2010, après la Grande Dépression de 2007-2009, mais il n'y a aucun signe de reprise générale.

Il est assez facile de comprendre pourquoi.

a] L'un des principaux moteurs de la reprise après une crise est la destruction de capital, généralement sous forme de faillites et de dévaluation du capital. Or, on sait ce qui s'est passé : les politiques menées face à la crise ont consisté à empêcher les faillites à grande échelle, afin de contenir la contagion de la crise ; en réduisant ainsi la destruction de capital, elles ont freiné la reprise de la profitabilité après la crise. Roberts partage entièrement cette analyse qu'il a exposée dans ses billets sur la destruction créatrice (voir supra la liste de ses articles en français).

b] Le facteur fondamental de crise, à savoir la rareté des heures productives seules productrices de plus-value, est toujours là. La baisse de la part des salaires dans le PIB que cela a entraîné est toujours là. Les délocalisations sont passées par là, et on ne reconfigure pas les chaînes de valeur mondiales par un coup de baguette magique.

Cela n'empêche pas la Finance et les GAFAM de rêver à une reprise des taux de profit que la révolution numérique pourrait leur apporter. Ils

déployent pour cela une activité fébrile tous azimuts dont témoigne l'article « **l'Amérique a un plan** » dans *Le Monde diplo* de juin 2026.

Leurs vœux seront-ils exaucés ?

III. Est-il imaginable de sortir du capitalisme ?

Une chose est sûre : le technoféodalisme numérique et la régression démocratique qui l'accompagne mènent au chaos.

Le capitalisme contemporain est inextricablement lié aux GAFAM et aux autres entreprises technologiques. On peut d'ailleurs se demander qui produit l'autre, tant tout cela est imbriqué. Cela veut dire que s'attaquer au capitalisme c'est aussi, nécessairement, s'attaquer à ces colosses technologiques. Or, ces derniers ont mis la main sur la structure administrative des États, sur les hôpitaux, sur les infrastructures des impôts, sans compter l'armée, l'énergie, les ministères et les services publics. Désencastrer les États des systèmes numériques sera un chantier gigantesque.

La contradiction écologique mène au chaos

La catastrophe climatique a déjà commencé : on le voit tous les jours dans les monstrueux incendies de forêts, les ouragans, les inondations, la montée du niveau de la mer, les températures insupportables.

Notre civilisation capitaliste est telle le *Titanic*, et elle va droit vers un iceberg ; un iceberg qui s'appelle changement climatique. Voici comment Mickaël Löwy file la métaphore dans un article de *L'Humanité* du 4 décembre 2025 :

« Certains des officiers ont posé la question d'un changement de cours. "trop cher", leur a-t-on répondu : il faudrait indemniser les passagers, bref, des grosses dépenses. On a cependant pris la

résolution de réduire la vitesse, mais elle n'a pas été appliquée. Pendant ce temps, dans la luxueuse classe affaires l'orchestre joue et les passagers dansent. En classe économique, les gens suivent avec passion, à la télévision, le championnat de football. Un groupe de jeunes indignés proteste et exige une autre route, mais leur voix est couverte par le bruit de l'orchestre et de la télévision. Certains passagers sont inquiets : il paraît qu'il y a des clandestins dans le navire, il faudrait les jeter à la mer. Pendant ce temps, le nouveau Titanic avance, inexorablement, vers son iceberg ».

Le capitalisme de monopoles/oligopoles mène au chaos

Le système est de moins en moins redistributif. Les dépenses publiques sont en forte baisse. Les dérégulations se multiplient. La richesse sociale est capturée par quelques centaines/milliers de personnes.

Je passe sur la contradiction productive ou socio-économique, c'est-à-dire la baisse tendancielle du taux moyen de profit ; je viens d'en parler. Je me contenterai de m'interroger sur la frénésie d'investissements que nous constatons aujourd'hui, et qui laisse parfois les milieux d'affaires eux-mêmes. Je note aussi que les valorisations des entreprises de la tech atteignent des niveaux stratosphériques, et que tout cela va peut-être déboucher sur une belle bulle qui va éclater sans crier gare et faire beaucoup de dégâts.

Nous n'avons pas le choix : il faut rebâtir l'espérance

Mais, nous devons le faire sans ignorer que les grands récits d'émancipation des XIX^e et XX^e siècles ont déçu. Des révolutions se sont muées en contre-révolutions. Le capitalisme a fait preuve d'une capacité d'adaptation hors pair. Le sentiment d'impuissance plombe les peuples et nourrit la montée du populisme et du fascisme. Complication nouvelle et redoutable : les alternatives économiques radicales devront

nécessairement être mondiales, ce qui veut dire que nous avons besoin d'un nouvel internationalisme.

Cela fait beaucoup de défis qui sont autant de facteurs de blocage, et qui font dire à certains auteurs qu'en attendant le Grand Soir nous serions bien inspirés de faire vivre des utopies concrètes diverses et variées, des résistances au désordre établi, des sorties du "jeu" capitaliste qui pourraient ouvrir la voie à la sortie du capitalisme.

Ici, -et pour terminer, -je vous signale les travaux stimulants de deux auteurs :

- John Holloway, **Crack capitalism : 33 thèses contre le capital**, éditions Libertalia, 2012 ; philosophe marxiste d'origine irlandaise enseignant au Mexique depuis 1991 ;
- Jérôme Baschet, **Adieux au capitalisme**, La découverte, 2016. Maître de conférences à l'EHESS, il enseigne aussi au Mexique depuis 1997.

John Holloway soutient l'idée que le capitalisme se maintient parce que nous le fabriquons chaque jour par notre « travail abstrait », c'est-à-dire l'activité soumise aux exigences du marché et de l'accumulation. Plutôt que chercher à prendre le pouvoir d'État ou à « gérer » le capitalisme autrement, il propose de créer et d'élargir des brèches (cracks) où l'on refuse de produire le capitalisme et où l'on fait autre chose, selon nos propres besoins et désirs.

Cela peut être des projets éducatifs autonomes, des coopératives de travail ou de consommation, des coopératives agricoles, des caisses de crédit communautaire, des ateliers partagés, des logiciels libres, des bibliothèques d'objets, des cuisines collectives, des centres sociaux autogérés, etc.

Jérôme Baschet propose des pistes de construction de mondes postcapitalistes fondés sur l'autonomie, le « bien vivre » (buen vivir) et la multiplicité des mondes, en s'appuyant notamment sur l'expérience zapatiste du Chiapas.

Il soutient que la sortie du capitalisme ne peut passer par la prise de l'État, mais par la construction d'espaces d'autonomie et de formes d'auto-gouvernement qui desserrent l'emprise étatique. Baschet parle d'une démocratie radicale d'auto-gouvernement, de structures collectives de décision par en bas, d'un mode de construction du commun libéré de la forme État. Il met en avant la forme coopérative.

Lui aussi convoque la notion de brèche.

Loin de moi l'idée de dire que l'après-capitalisme passera *seulement* par Holloway et Baschet ; mais il passera *aussi* par eux. Holloway et Baschet attirent peut-être notre attention sur des brèches menant à des voies post-capitalistes. Ce sont des voies – c'est là-dessus que je veux insister - que nous pouvons commencer à défricher *dès demain*. Dès demain, nous pouvons commencer à construire des pratiques, des compétences individuelles et collectives, de l'hégémonie culturelle, auxquelles nous pourrions nous adosser quand il s'agira de dépasser purement et simplement le capitalisme, ou de faire la révolution.